



Eire Eco

Novembre 2018 – N°46

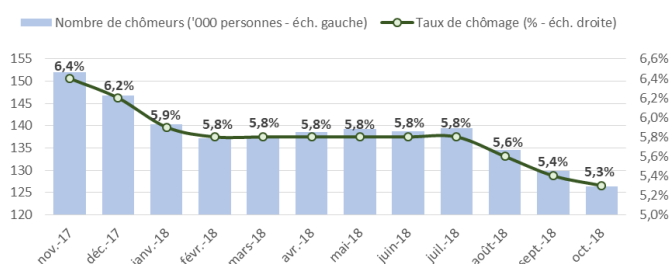
© DG Trésor – Service économique de Dublin

MACROECONOMIE

Chômage – Le taux de chômage continue de diminuer en Irlande, s'établissant à **5,3%** en octobre, en baisse de **-0,1pp** (3 400 chômeurs de moins qu'en septembre), le taux le plus faible depuis février 2008. Sur un an, le taux a diminué de **-1,3pp** (29 400 individus), attestant du dynamisme de l'économie irlandaise. Le taux d'activité demeure en revanche relativement faible, s'établissant à 62,3% contre 66,7% avant la récession. Les inactifs n'étant pas comptés comme des chômeurs, une hausse de l'activité serait susceptible de ralentir la baisse du chômage.

Evolution du chômage en Irlande

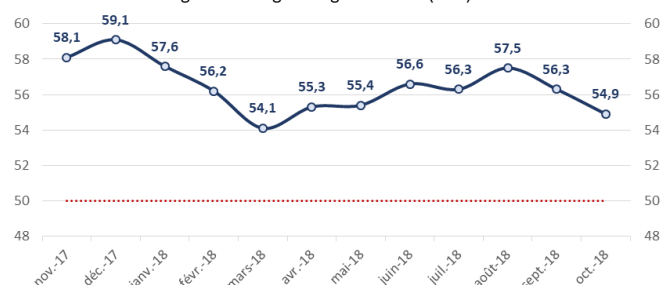
En milliers de chômeurs et en % de la population active



Activité économique – Le PMI manufacturier était en baisse pour le deuxième mois consécutif en octobre, s'établissant à **54,9** (contre 56,3 le mois précédent). Les entreprises sondées rapportent toujours une hausse des nouvelles commandes, mais le rythme ralentit. Toutefois les entreprises tablent toujours sur une hausse continue de la production dans les mois à venir, particulièrement au vu de la baisse du chômage. Le PMI irlandais des services était également en baisse, s'établissant à **57,2** en septembre contre 58,7 le mois précédent, soit son plus bas niveau depuis 7 mois.

Indice PMI - secteur manufacturier

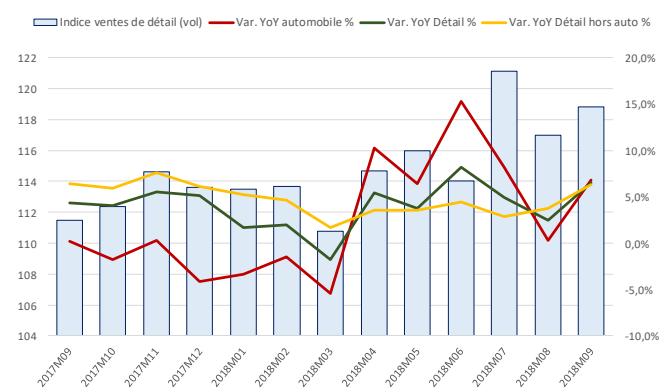
Markit Manufacturing Purchasing Managers Indices (PMI)



Ventes au détail – Les ventes au détail (en volume) ont été bien meilleures qu'attendu en septembre, en hausse de **+1,5%** sur le mois (cvs), et de **+6,5%** sur un an. Malgré une épargne (dépôts bancaires) qui atteint des niveaux record, la consommation demeure très solide. Hors automobiles, les ventes au détail étaient en hausse de **+2,8%** sur le mois (cvs) et de **+6,3%** sur un an. Les ventes au détail demeurent volatiles mensuellement mais, malgré les perspectives du Brexit, elles restent bien orientées grâce à la baisse du taux de chômage.

Evolution des ventes de détails en Irlande

Indice base 2015 = 100 (gauche) et variations annuelles en % (droite)

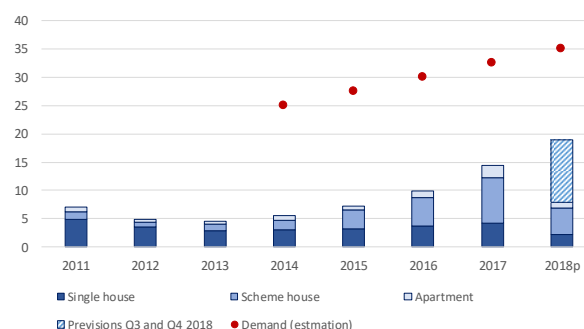


Source: CSO et calculs du SE

Immobilier – Les transactions sur le marché immobilier irlandais ont augmenté de +20% en valeur et de +5% en volume sur les 9 premiers mois de 2018. Début octobre, 40 545 transactions avaient ainsi été enregistrées en 2018, pour une valeur totale de 12,3 Mds€, selon les données de la *Property Services Regulatory Authority*. Par ailleurs, la construction résidentielle progresse et devrait atteindre 18 000 unités pour l'ensemble de l'année 2018 – chiffre toutefois toujours très inférieur à la demande, estimée à plus de 35 000 unités. D'autre part, le nombre d'approbation de crédits hypothécaires était en baisse de 1,2% sur les huit premiers mois 2018, à 24 712. D'après la *Banking & Payments Federation Ireland*, l'octroi de prêts immobiliers hypothécaires était quant à lui en hausse de +17,5% au troisième trimestre 2018 en g.a, s'établissant à 2,4 Mds€.

La construction d'unités résidentielles accélère en Irlande mais demeure bien inférieure à la demande

En milliers d'unités



Source : CSO et calculs du SE

INVESTISSEMENT ET COMPETITIVITE

Investissements Directs Etrangers – D'après les données publiées par le Bureau national de la Statistique irlandais (CSO), le stock net d'investissements étrangers en Irlande s'établissait à 744 Mds€ fin 2017, en baisse de 54 Mds€ par rapport à fin 2016. Cette baisse était principalement le résultat d'une contraction du stock d'investissements américains (-45 Mds€) – pouvant refléter le rapatriement d'actifs de certaines entreprises multinationales américaines aux Etats-Unis afin de profiter de la récente réforme fiscale de l'administration Trump – et du stock d'investissements britanniques (-16 Mds€) – en partie causée par l'incertitude entourant le Brexit. Selon la règle de l'investisseur ultime (nationalité de l'investisseur ayant le contrôle final des actifs), les Etats-Unis demeurent le premier investisseur en Irlande avec un stock s'élevant à 520 Mds€. La différence constatée avec la nationalité des « investisseurs immédiats » suggère que des sociétés américaines investissent en Irlande depuis leurs filiales basées principalement dans les centres offshores, les Pays-Bas, le Luxembourg et la Suisse. Par ailleurs, l'Irlande apparaît comme le deuxième investisseur ultime en Irlande (93 Mds€), ce qui s'explique par le fait que des entreprises irlandaises réinvestissent dans leur pays de résidence via des filiales implantées dans des pays tiers.

Figure 2 Stock of Inward Direct Investment by Immediate Investor 2017

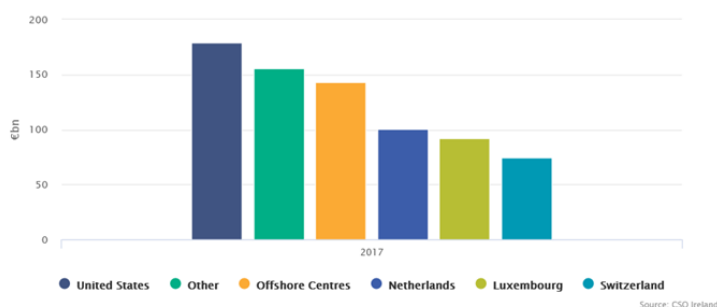
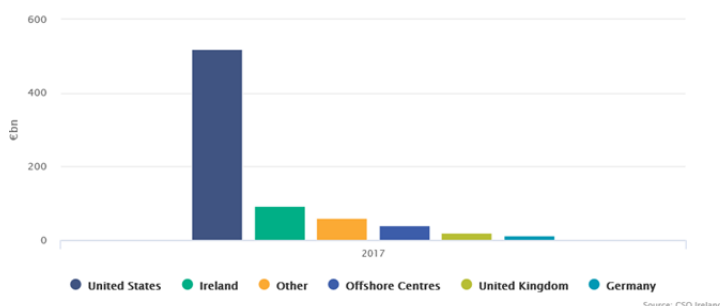


Figure 3 Stock of Inward Direct Investment by Ultimate Investor 2017



Le stock d'investissements irlandais à l'étranger était lui aussi en baisse (-96 Mds€ par rapport à fin 2016), s'établissant à 717 Mds€ fin 2017. Ce mouvement s'explique avant tout par un retrait des investissements irlandais aux Luxembourg (-118 Mds€) et des centres offshores (-12 Mds€), partiellement compensé par une hausse du stock d'investissement irlandais aux Pays-Bas (+25 Mds€) et aux Etats-Unis (+5 Mds€). Près de 55% (285 Mds€) des investissements directs irlandais à l'étranger se trouvaient au Luxembourg, ce qui apparaît là encore comme une conséquence de l'application de la règle de l'investisseur immédiat : il peut s'agir d'actifs financiers détenus au Luxembourg par des sociétés américaines et britanniques ayant établi leur siège fiscal en Irlande.

Les flux entrants étaient en baisse de -37 Mds€, passant d'un investissement de +36 Mds€ en 2016 à un désinvestissement de -1 Md€ en 2017 – notamment dû à un désinvestissement de -60 Mds€ des Etats-Unis et de -20 Mds€ des Bermudes. Les flux sortants étaient également en baisse avec un désinvestissement de -35 Mds€ en 2017 (contre -27 Mds€ en 2016), principalement vers le Luxembourg (-80 Mds€).

LE CHIFFRE DU MOIS

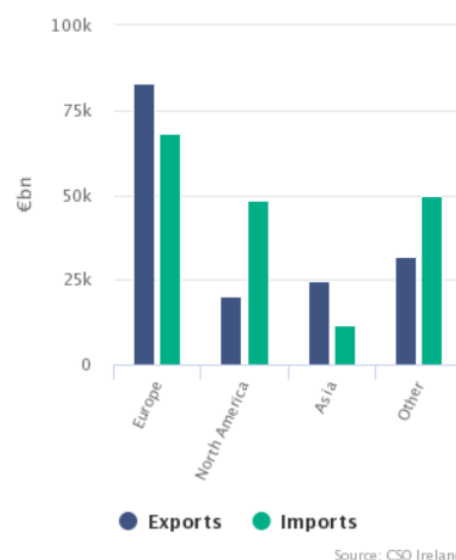
12,5%

C'est le taux **nominal** d'impôt sur les sociétés (IS) en vigueur dans la République d'Irlande. En 1998, le ministre des Finances Charlie McCreevy (Fianna Fail) décide de réduire progressivement le taux d'IS de 32,0% à 12,5% à l'horizon 2003, dans le but d'accélérer la tertiarisation de l'économie irlandaise en y attirant des investissements étrangers. Depuis, l'attractivité et la stabilité de ce taux ont constitué l'un des piliers du modèle fiscal – et donc économique – du pays. C'est ainsi le troisième taux nominal d'IS le plus faible de l'Union européenne, derrière ceux de la Bulgarie (10,0%) et de la Hongrie (9,0%). Toutefois, il ne saurait expliquer à lui seul l'attractivité du régime fiscal irlandais. Le code des impôts irlandais et certaines conventions bilatérales autorisent des allègements et des montages d'optimisation fiscale qui permettent à de nombreuses entreprises multinationales – notamment dans les secteurs des nouvelles technologies et pharmaceutiques – de bénéficier d'un taux d'IS **effectif** inférieur à 4,0%.

Commerce extérieur de services – D'après les données publiées par le CSO, la balance extérieure des services de l'Irlande a affiché en 2017 un déficit (-18 Mds €) moindre qu'en 2016 (-64 Mds €). Les exportations irlandaises de services ont augmenté de +25 Mds € sur l'année, à 160 Mds €, principalement sous l'effet d'une hausse des exportations de services informatiques (+11 Mds €) qui demeure le premier poste (70 Mds € soit 43% des exportations irlandaises totales de services). Parallèlement, les importations de services ont enregistré une baisse de 21 Mds €, s'établissant à 178 Mds €, principalement en raison d'une diminution des importations d'actifs incorporels de propriété intellectuelle (-31 Mds €) tels que les brevets. Les paiements de royalties ont constitué le premier poste d'importation, représentant plus de 37% (66 Mds €) du total, devant la R&D (15%).

Le Royaume-Uni était le premier client de l'Irlande, absorbant 16% (26 Mds €) de ses exportations de services, suivi par les Etats-Unis (11%) et l'Allemagne (8%). Les Etats-Unis étaient quant à eux le principal fournisseur de services de l'Irlande, avec 27% des parts de marché (48 Mds €), suivis par les Pays-Bas (12%) et le Royaume-Uni (9%). La France quant à elle absorbait 4% des exportations et était l'origine de 2% des importations de services de l'Irlande.

Figure 1 Services by Region 2017



SECTEUR FINANCIER

Autorité Bancaire Européenne – Bank of Ireland (BoI) et Allied Irish Bank (AIB), les deux principales banques du pays, ont obtenu des résultats positifs au test de stress macro-prudentiel (« *stress test* ») 2018 de l'Autorité Bancaire Européenne (ABE). Selon les analystes de *Davy Research*, ces résultats reflètent avant tout l'assainissement du bilan de ces deux banques, qui ont fortement réduit leur exposition non performante ces derniers mois. Selon l'ABE, les principales faiblesses des banques irlandaises demeurent les risques liés au marché hypothécaire et au Brexit. Les résultats d'AIB ont surpassé ceux de BoI, notamment en raison de la plus forte exposition de cette dernière au marché britannique. Lors des tests précédents, les résultats des banques irlandaises étaient parmi les plus faibles de l'UE, notamment en raison du stock résiduel de prêts non-performants dans leurs bilans.

Allied Irish Bank – Le directeur général (CEO) d'AIB, Bernard Byrne, a annoncé fin octobre qu'il quittera en 2019 la direction de la banque irlandaise. Selon le *Financial Times*, cette annonce, inattendue et intervenant moins de deux mois après l'annonce de Mark Bourke (*Chief Financial Officer*) de quitter AIB, s'est faite sur fond de tension avec le gouvernement au sujet du plafonnement des revenus et des bonus dans les banques ayant été sauvées de la faillite durant la crise. Selon Bernard Byrne, ces plafonnements empêcheraient la banque de conserver et d'attirer les profils les plus talentueux. Cependant, supprimer ces plafonnements demeure très difficile politiquement pour le gouvernement Fine Gael minoritaire : l'image des banques reste très endommagée auprès du public, après une recapitalisation qui a coûté 64 Mds € aux contribuables irlandais (dont 21 Mds € pour AIB), les scandales de « *tracker mortgage* » et la vente de 1,1 Md € de prêts à un fonds vautour. Robert Mulhall, responsable de l'activité de détail, et Colin

Hunt, responsable des services de gros, sont perçus comme deux candidats potentiels à la direction de la banque, dont l'Etat conserve 71% du capital. Bernard Byrne devrait quant à lui rejoindre la société de courtage irlandaise *Davy* en tant que directeur général adjoint, en remplacement de Kyran McLaughlin, l'un des plus influents financiers de Dublin.

Indice boursier ISEQ – L'indice boursier irlandais ISEQ était en baisse de -14% sur les 10 premiers mois de 2018, en faisant l'un des indices boursiers les moins performants d'Europe cette année. Cette faible performance est surprenante dans la mesure où l'économie irlandaise devrait demeurer l'une des économies les plus dynamiques du continent en 2018 et 2019. Selon, les analystes de *Davy Research*, un horizon négatif sur le marché immobilier et les inquiétudes liées au Brexit en seraient les causes principales. Fin octobre, les actions d'AIB Group étaient en baisse de -20% par rapport à début janvier 2018 en raison des inquiétudes liées à un ralentissement du marché du crédit hypothécaire, et celles des constructeurs immobiliers Cairn Homes et Glenbeagh Properties étaient en baisse de -27%. Les actions de Ryanair étaient -20% plus faibles qu'en janvier, en raison d'une hausse des prix du pétrole et des tensions sociales au sein de l'entreprise. Les sociétés Dalata (-10%) et ICG (-14%) subissaient quant à elles les incertitudes liés au Brexit.

AFFAIRES EUROPEENNES

Taxe européenne sur les services numériques – Le conseil des ministres des Finances de l'Union européenne – conseil ECOFIN – n'a pas encore réussi à trouver de compromis sur la proposition de « taxe européennes sur les services numériques » (TSN) de la Commission européenne. Selon la proposition de la Commission, la TSN prendrait la forme d'une taxe de 3,0% sur le chiffre d'affaires des recettes de publicité en ligne et de la revente de données des utilisateurs. Seules les entreprises ayant de fortes activités numériques et réalisant un chiffre d'affaire annuel d'au moins 750 millions € dont 50 millions € dans l'UE seraient concernées par cette taxe, soit environ 180 entreprises. Selon la Commission, les entreprises multinationales du numérique ne paient en moyenne que 9,0% d'impôt sur les sociétés, alors que les autres entreprises – dont les bénéfices sont généralement beaucoup plus faibles – paient en moyenne 23,0%. Si la proposition a reçu le soutien de 22 pays – emmenés par la France – l'Allemagne et Chypre demeurent encore indécises tandis que le Danemark, la Suède et l'Irlande affichent une ferme opposition. Cette dernière est le siège de nombreuses entreprises multinationales, notamment américaines, et a construit son modèle économique sur un régime fiscal avantageux encourageant les investissements directs étrangers. L'Irlande considère ainsi qu'une telle taxe – qui favoriserait les « grands pays » où les utilisateurs sont basés – pourrait réduire les recettes fiscales de la République, affecter l'attractivité du régime fiscal irlandais et conduire à des représailles de la part des Etats-Unis. La présidence autrichienne du Conseil et la France espèrent toutefois obtenir un accord avant la fin de l'année. L'échec d'une solution européenne – qui ne pourra être prise qu'à l'unanimité – risque de donner lieu à une multiplication de mesures nationales unilatérales : la Hongrie a déjà mis en place une taxe similaire, l'Espagne et l'Italie ont annoncé qu'ils en instaureront dès 2019 en cas d'échec des négociations européennes et le Royaume-Uni appliquerait la sienne en 2020, en cas d'échec des négociations à l'OCDE.

Brexit – Fin octobre, le vice-premier ministre irlandais (« *Tánaiste* ») et ministre des Affaires étrangères, Simon Coveney, était en visite au Royaume-Uni puis en France pour évoquer le Brexit. M. Coveney s'est entretenu avec Dominique Raab, ministre britannique chargé des négociations sur le Brexit, puis avec Jeremy Hunt, ministre britannique des Affaires étrangères, immédiatement avant de rencontrer le 31 octobre à Paris le Ministre Jean-Yves Le Drian puis la Ministre en charge des Affaires européennes Nathalie Loiseau. Si la presse irlandaise a mis l'accent sur l'annonce britannique d'un accord possible pour le 21 novembre, cet optimisme apparaît prématuré au vu des importantes divergences qui demeurent entre les deux parties sur la question de la frontière nord-irlandaise. Alors que le gouvernement irlandais insiste pour que le « filet de sécurité » – qui maintiendrait l'Irlande du Nord ou l'ensemble du Royaume-Uni dans le marché commun en cas d'échec des négociations afin de préserver une frontière ouverte sur l'île d'Irlande – ne soit assorti d'aucune limite dans le temps, le gouvernement britannique milite pour l'option inverse et pour le droit d'y mettre un terme unilatéralement.

Brexit – La banque britannique Barclays va déplacer ses activités européennes (hors britanniques) en Irlande, soit un transfert d'actifs d'environ 250 Mds€. La banque en a officiellement fait la demande auprès de la justice britannique en octobre qui devrait l'examiner le 22 janvier prochain. Toute personne – physique ou morale – estimant que ce projet pourrait lui être dommageable pourra être entendue par la Haute Cour britannique. Du point de vue des clients de la banque, le principal changement sera que les contrats seront contractés auprès de Barclays Bank Ireland plutôt qu'auprès de la branche londonienne. Ces derniers seront ainsi sous la supervision de la Banque centrale irlandaise, qui a donné la semaine dernière son agrément pour que Barclays transfère ces activités dans la République.

Évolution des indicateurs macroéconomiques – tableau annuel

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Production								
PIB annuel à prix courants (en Md€)	167,1	171,9	175,2	179,9	195,3	262,5	273,2	294,1
<i>Croissance réelle (en %)</i>	2,0%	3,0%	0,2%	1,3%	8,8%	25,1%	5,1%	7,2%
Indice de production industrielle -m.a. (Base 100 = 2010)	100,0	99,6	98,1	95,9	117,9	158,9	159,9	156,3
Valeur ajoutée brute (VAB) des multinationales (M€)	37 040	42 057	41 738	40 884	43 144	93 011	98 597	107 182
<i>En % de la VAB totale</i>	24,4%	26,6%	26,0%	24,9%	24,6%	39,3%	38,6%	39,4%
Compte courant								
Exportations de marchandises (en Md€)	90,92	93,19	93,51	89,18	92,62	112,40	116,92	122,14
Importations de marchandises (en Md€)	48,69	53,04	56,18	55,79	62,16	70,11	74,13	76,89
Solde commercial (en Md€)	42,23	40,16	37,33	33,39	30,46	42,29	42,79	45,25
Balance courante (en % du PIB)	-1,2%	-1,6%	-2,6%	2,1%	1,7%	10,2%	4,7%	12,50%
Evolution des prix								
Inflation CPI - moyenne annuelle (%)	-1,0%	2,6%	1,7%	0,5%	0,2%	-0,3%	0,0%	0,4%
Inflation CPI hors énergie - moyenne annuelle (%)	-1,9%	1,7%	0,8%	0,5%	0,4%	0,6%	0,7%	0,1%
Var. prix immobiliers - Irl. sauf Dublin (g.a au 31/12)	-14,3%	-19,2%	-9,2%	-1,5%	12,4%	10,7%	11,2%	13,3%
Var. prix immobiliers - Dublin (g.a au 31/12)	-14,4%	-19,9%	3,7%	13,9%	22,7%	3,9%	6,6%	11,6%
Population								
Population	4 554 800	4 574 900	4 593 700	4 614 700	4 645 400	4 687 800	4 739 600	4 792 500
<i>Variation annuelle de la population (en %)</i>	0,5%	0,4%	0,4%	0,5%	0,7%	0,9%	1,1%	1,1%
Solde migratoire	-27 400	-27 300	-34 400	-33 100	-21 300	-11 600	3 100	
Marché du travail								
Population active moyenne	2 184 900	2 165 825	2 153 825	2 163 350	2 156 825	2 167 200	2 193 125	2 352 300
<i>Variation annuelle de la population active (en %)</i>	-2,0%	-0,9%	-0,6%	0,4%	-0,3%	0,5%	1,2%	7,3%
<i>Taux de participation</i>	60,7%	60,2%	59,9%	60,2%	60,0%	60,0%	61,9%	62,2%
Nombre de chômeurs moyen	302 675	316 750	316 000	282 200	242 925	203 625	173 100	156 377
<i>Taux de chômage moyen</i>	13,9%	14,6%	14,7%	13,0%	11,3%	9,4%	7,9%	6,7%
Nombre de personnes employées dans le secteur public	351 475	346 925	332 225	328 000	322 350	324 825	333 400	338825
<i>En % du nombre d'emplois total</i>	18,7%	18,8%	18,1%	17,4%	16,8%	16,5%	16,5%	15,4%
Nombre de personnes employées par les multinationales	N/A	250 400	297 702	299 870	301 533	305 952	N/A	
<i>En % de l'emploi privé total</i>	N/A	16,7%	19,8%	19,3%	18,9%	18,7%	N/A	
Salaire annuel moyen (variation annuelle en %)	-2,3%	-0,6%	0,3%	-0,5%	-0,6%	1,4%	1,1%	1,7%
Revenu disponible brut des ménages (M€)	85 075	82 356	85 516	85 319	85 980	89 051	92 558	
<i>Variation annuelle du RDB des ménages (en %)</i>	-6,5%	-3,2%	3,8%	-0,2%	0,8%	3,6%	3,9%	
Consommation et investissement								
Consommation finale privée (variation annuelle en %)	0,7%	-1,0%	-0,9%	-0,7%	2,0%	4,2%	3,3%	1,9%
Formation brute de capital fixe (variation annuelle en %)	-14,9%	3,4%	16,4%	-3,7%	18,1%	27,9%	61,2%	-22,3%
Secteur financier								
Encours de dépôt total des ménages- (g.a.)	-4,6%	-3,5%	1,2%	-1,3%	0,3%	3,6%	2,5%	3,7%
Encours de crédit total aux ménages - (g.a.)	-7,1%	-15,2%	0,7%	-3,1%	-10,0%	-5,1%	-4,1%	1,9%
Encours de crédits hypothécaires- (g.a.)	-9,6%	-19,3%	5,7%	-1,9%	-6,0%	-1,6%	-4,6%	1,6%
Encours de crédit total aux SNF- (g.a.)	-36,3%	-4,8%	-4,5%	-5,6%	-24,2%	-22,1%	-9,6%	-2,4%
Encours de crédit total - (g.a.)	-20,5%	-7,9%	-2,7%	-6,9%	-18,2%	-11,7%	-6,2%	0,6%
Indice boursier ISEQ (moyenne annuelle)	2 896,8	2 825,8	3 205,4	4 090,4	4 892,0	6 258,3	6 167,7	6781,4
Gouvernement								
Dépenses publiques (en Md€)	109,1	79,6	73,6	71,8	73,1	75,6	74,6	76,4
Déficit/excédent public (en Md€)	-53,7	-21,9	-14,1	-10,3	-7,2	-5,0	-1,9	-1,0
<i>En % du PIB</i>	-32,1%	-12,7%	-8,1%	-5,7%	-3,7%	-1,9%	-0,7%	-0,3%
<i>En % des recettes publiques</i>	-96,9%	-37,9%	-23,8%	-16,7%	-10,9%	-7,1%	-2,6%	-1,3%
Dettes publiques (en Md€)	144,2	189,7	210,0	215,3	203,3	201,4	200,6	202,6
<i>En % du PIB</i>	86,3%	110,3%	119,9%	119,7%	104,1%	76,7%	73,4%	70,1%
<i>En % des recettes publiques</i>	260,3%	328,7%	353,1%	349,9%	308,4%	285,5%	275,9%	268,7%
Politique énergétique								
Mix énergétique (besoins en énergie primaire) :								
<i>Charbon</i>	8,4%	9,1%	11,1%	9,9%	9,5%	10,3%	9,5%	
<i>Tourbe</i>	5,0%	5,5%	5,7%	5,4%	5,8%	5,5%	5,1%	
<i>Pétrole</i>	49,6%	49,2%	46,4%	47,2%	47,1%	48,0%	48,0%	
<i>Gaz naturel</i>	31,9%	29,8%	30,0%	28,8%	28,0%	27,1%	29,4%	
Energies renouvelables	4,7%	6,0%	6,2%	6,8%	7,7%	8,3%	8,0%	
<i>Autres (déchets, importations d'électricité)</i>	0,3%	0,4%	0,6%	1,9%	1,9%	0,9%	0,1%	
Dépendance de l'approvisionnement aux importations	86,2%	87,8%	84,8%	89,3%	85,2%	88,0%	69,0%	

Évolution des indicateurs macroéconomiques – tableau mensuel

	nov-17	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18	oct-18
Production												
PIB trimestriel à prix courants (en Md€)		76,58			76,26			78				
<i>Croissance réelle (% g.a.)</i>		6,5%			9,3%			9,0%				
Indice de production industrielle (AVS, Base 100 = 2015)	107,8	98,7	106,6	96,3	87	98,2	102,8	95,8	97,3	105,8	108,1	
<i>Indice de production industrielle - secteur "traditionnel"</i>	103,3	104,5	101,6	104,3	102,6	101,7	109,1	108,6	108,1	111,4	107,3	
<i>Indice de production industrielle - secteur "moderne"</i>	112,5	101,5	116,1	91	72,6	95,9	98,1	89,9	94,5	100,5	111	
Purchasing Managers Index - Manufacturing	58,1	59,1	57,6	56,2	54,1	55,3	55,4	56,6	56,3	57,5	56,3	54,9
Purchasing Managers Index - Services	56	60,4	59,1	57,2	56,5	58,4	59,3	59,5	57,5	58	58,7	57,2
Purchasing Managers Index - Construction	56,7	58	61,4	59,2	57,5	60,7	61,8	58,4	60,7	58,3	56,2	
Compte courant												
Importations de marchandises (en Md€)	6,8	7,2	6,9	7,1	6,5	7,0	6,5	8,1	7,9	7,8		
Exportations de marchandises (en Md€)	10,0	10,7	12,5	11,0	10,5	11,2	11,7	11,8	11,8	11,5		
Solde commercial (en Md€)	3,2	3,5	5,6	3,9	4,0	4,2	5,2	3,7	3,9	3,7		
Balance courante trimestrielle (en Md€)		9,411			9,552			10,162				
Balance courante trimestrielle (en % du PIB)		9,5%			8,5%			10,3%				
Evolution des prix												
Inflation CPI (% MoM)	-0,2%	-0,1%	-0,7%	0,9%	0,3%	-0,2%	0,6%	0,1%	0,4%	0,3%	-0,4%	-0,1%
Var. mensuelle des prix immobiliers - Irlande sauf Dublin (%)	1,3%	0,5%	0,3%	0,5%	1,3%	1,7%	0,5%	1,9%	0,5%	0,4%		
Var. mensuelle des prix immobiliers - Dublin (%)	0,3%	0,4%	0,6%	0,9%	0,0%	0,4%	0,7%	0,1%	0,9%	0,2%		
Var. mensuelle des loyers dans le parc privé (%)	0,0%	0,8%	0,2%	1,1%	0,5%	0,6%	0,6%	0,0%	0,3%	1,0%	0,5%	0,8%
Marché du travail												
Nombre de chômeurs	152,1	146,8	140,3	137,1	137,2	138,5	139,3	138,7	139,5	134,6	129,8	126,4
<i>Taux de chômage global</i>	6,4%	6,2%	5,9%	5,8%	5,8%	5,8%	5,8%	5,8%	5,8%	5,6%	5,4%	5,3%
<i>Taux de chômage des jeunes</i>	13,4%	13,3%	13,5%	13,6%	13,9%	13,9%	14,2%	14,2%	14,4%	13,9%	12,9%	12,0%
Salaire horaire moyen (var YoY, 4T roulants, en%)		1,9%			3,1%			2,8%				
Consommation et investissement												
Conso finale privée (variation trimestrielle en %)		0,7%			0,0%			1,5%				
Investissement (variation trimestrielle en %)		15,6%			-3,1%			1,4%				
Indice de la vente au détail (var. vol. en g.a. %)	5,5%	5,1%	1,7%	2,0%	-1,8%	5,4%	3,8%	8,2%	4,9%	2,5%	6,5%	
<i>Indice de la vente au détail hors auto. (var. vol. en g.a. %)</i>	7,6%	6,1%	5,2%	4,6%	1,6%	3,6%	3,5%	4,5%	2,9%	3,8%	6,3%	
<i>Indice de la vente au détail - auto (var. vol. en g.a. %)</i>	0,3%	-4,1%	-3,3%	-1,5%	-5,4%	10,3%	6,4%	15,3%	8,2%	0,3%	6,8%	
Secteur financier												
Encours de dépôt tot des ménages- (var. mensuelle en %)	-0,6%	-0,5%	-1,0%	0,3%	0,9%	1,4%	0,2%	0,8%	0,0%	0,4%	0,6%	
Encours de dépôt total (var. mensuelle en %)	-1,4%	0,2%	-0,4%	0,0%	-0,1%	1,0%	0,9%	0,9%	0,1%	0,7%	0,5%	
Encours de crédit aux ménages- (var. mensuelle en %)	-0,3%	-1,8%	-0,6%	0,0%	0,3%	-0,8%	-0,2%	2,0%	0,3%	0,1%	1,0%	
Encours de crédit hypothécaires- (var. mensuelle en %)	-0,3%	-2,1%	-0,1%	0,0%	0,5%	-1,6%	-0,1%	2,4%	0,2%	0,2%	1,2%	
Encours de crédit aux SNF- (var. mensuelle en %)	1,3%	-0,6%	-0,5%	-0,8%	0,9%	0,1%	-3,4%	1,8%	0,2%	0,4%	1,0%	
Indice boursier ISEQ (fin de période)	6 862,19	7 038,28	6 961,64	6 683,39	6 593,65	6 805,19	7 140,86	6 982,83	6 773,91	6 782,59	6 522,36	6 147,61
Taux de rendement des obligations d'Etat à 10 ans (fdp)	0,610%	0,672%	1,140%	1,080%	0,913%	0,968%	0,942%	0,823%	0,864%	0,867%	0,992%	0,985%

Sources: CSO, Central Bank of Ireland, Department of Finance, Davy, Merrion Capital, IBEC, Department of Energy, Eurostat, Markit (PMI), CBI, ESRI, Investec, EPA, BPF

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Dublin (adresser les demandes à Dublin@dgatresor.gouv.fr).

Auteur : Service Economique de Dublin
Adresse : 66 Fitzwilliam Lane, Dublin 2

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : Brice REGUIMI
Revu par : Pierre MONGRUÉ

Version du 12/11/2018